

AVANT GARDE

LYON 

TRAVAIL | FACE À L'ASCENSION IRRESISTIBLE DU CHÔ-
MAGE : NATIONALISONS ! p.6

jeunescommunisteslyon.wordpress.com

A partir d'1 €

HISTOIRE



La révolte des canuts (1831)

p.3-4

TEMOIGNAGE

L'enfer des travailleurs sai-
sonniers p.6

VIE DU MJCF

Lancement de la campagne
travail et dignité p.2

INTERNATIONAL



Egypte : La révolution volée
acte II p.7

LUTTES LOCALES

Les Jeunes Commu-
nistes de Lyon au
contact avec les
cégétistes

P.11



« Le prolétariat urbain sonna à Lyon le
tocsin d'alarme »
Karl Marx, Le Capital

Bulletin d'information des
Jeunes Communistes de
Lyon

LANCEMENT DE LA CAMPAGNE TRAVAIL ET DIGNITÉ

Face au chômage de masse et aux attaques du gouvernement contre le service public, les jeunes communistes de Lyon ont décidé de passer à l'action en entreprenant une campagne offensive demandant du travail et la dignité pour la jeunesse et les travailleurs populaires.

L'austérité installant la misère dans les couches françaises les moins favorisées, le patronat allié de leurs serviteurs socialistes ont pu mettre à sac le code du travail, renforcer l'exploitation et augmenter considérablement leurs bénéfices. Pour preuve, les plus riches n'ont jamais autant gagné d'argent que depuis la « crise économique ».

Seules les nationalisations démocratiques des grands moyens de production ainsi que l'extension et le renforcement du service public peuvent répondre aux nombreux besoins auxquels les classes populaires aspirent comme les droits au travail, à la formation, à une vie décente...

Alors que le système capitaliste nous montre de plus en plus visiblement ses limites : chômage, misère, précarité, guerres... Il est urgent que les communistes montrent qu'une autre voie est possible, le socialisme. C'est en confisquant au grand patronat son pouvoir de licenciement au nom du profit et de la soi-disant « compétitivité » que les travailleurs pourront gagner une vie meilleure. C'est en renforçant le service public, nationalisation des secteurs primaires comme l'énergie, l'eau, les transports, que l'Etat pourra garantir la dignité aux classes populaires françaises.

Plus que jamais, la lutte pour un monde meilleur, débarrasser des logiques d'exploitation du capitalisme, deviens nécessaire.

Soyons unis, nous avons un monde à gagner !

N.F

DROIT AU TRAVAIL POUR TOUS !

- ⇒ **Nationalisations démocratiques** des grandes entreprises et des industries (automobile, sidérurgie, banques...) qui permettra de partager le temps de travail et les richesses produites entre tous les travailleurs
- ⇒ **Création massive d'emplois** dans le service public, notamment dans l'éducation
- ⇒ Conversion de tous les contrats précaires en CDI, **la précarité n'est pas un métier !**

DROIT À UNE FORMATION DE QUALITÉ POUR TOUS !

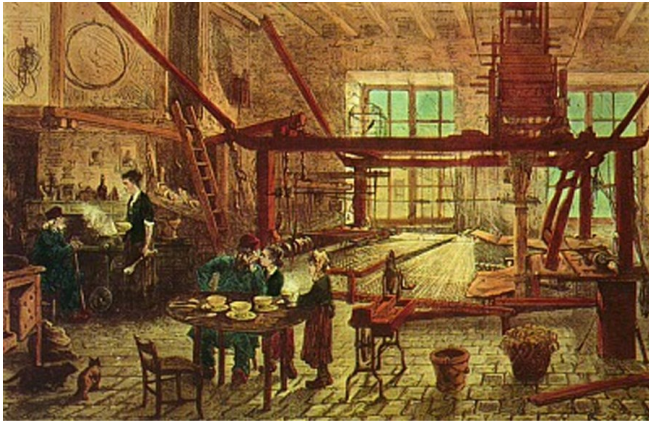
- ⇒ Enseignements primaire, secondaire, supérieur et professionnel **publics et gratuits pour tous**
- ⇒ Création d'un **service public de formation continue**

DROIT À UNE VIE DÉCENTE POUR TOUS !

- ⇒ **Retour aux monopoles acquis à la Libération** (transport, énergie, logement) pour défendre et renforcer le service public

HISTOIRE POPULAIRE | La révolte des canuts 1831-1834

LYON, THÉÂTRE DE LA LUTTE DES CLASSES



Le développement de la soierie à Lyon, théâtre de la lutte des classes

L'histoire de la soierie à Lyon et de ses ouvriers remonte au XVI^{ème} siècle et a cette ordonnance de François I^{er} qui, en 1536, interdit les importations de velours génois. Deux siècles plus tard, la soierie fait vivre la moitié de la population lyonnaise, elle est aux mains de riches marchands, et on dénombre pas loin de 14000 milles métiers à tisser : la « grande fabrique » est née. À Lyon, il est vrai, la bourgeoisie est en position de force. Rappelons qu'en 1320, les bourgeois lyonnais arrivent à arracher au clergé le droit de former une commune. Enfin, en 1336, née le consulat : les marchands sont désormais à la tête d'une ville sans noblesse et sans rival. Lyon connaît donc cette particularité historique d'une prise de pouvoir précoce de la bourgeoisie et d'un développement économique déjà basé sur l'exploitation des paysans-ouvriers par l'élite locale : les marchands.

L'organisation économique de l'Ancien Régime ne permettait plus à la bourgeoisie enrichie grâce à l'industrialisation de tirer d'avantage de profit. Les rapports de production tendaient à se modifier, la bourgeoisie avait désormais besoin de l'appareil régalien pour asseoir sa domination sociale, économique et politique sur le reste de la société, les travailleurs. C'est ainsi que l'issue bourgeoise de la Révolution Française de 1789 va créer les conditions nécessaires à la révolution industrielle du XIX^{ème} siècle. L'abolition des corporations, l'institution de la propriété privée, va permettre l'essor des grands ateliers, de la concentration du travail et donc d'une nouvelle source de profit. Ainsi à Lyon au milieu du XIX^{ème}, plus de 2 000 000 de kilos de soie sont produits en moyenne chaque année. Le développement industriel de la ville a vu la formation d'une nouvelle classe

sociale qui va revendiquer son droit sur la production : les canuts. Les nombreuses révoltes des ouvriers de la soierie, l'intensité de la lutte, fait de Lyon le centre de la lutte des classes en France et le laboratoire des premières grandes revendications du mouvement ouvrier français et international.

Quelles sont les origines de la révolte de novembre 1831 ?

Si les canuts (étymologiquement « ceux qui usent la canne », pièce du métier à bras qu'il utilisaient), les ouvriers de la soie sont propriétaires de leurs métiers à tisser, ils n'en contrôlent ni le volume de production, ni le prix, tous deux définis par le marchand (qui contrôle également la production de la soie dans les campagnes). Toutes ces caractéristiques font du canut un véritable ouvrier, un prolétaire selon la définition de Marx. C'est justement sur le tarif des ouvrages commandés par les marchands (donc sur leur salaire) que les canuts vont porter leurs revendications. Les luttes revendicatives des ouvriers lyonnais seront celles du prolétariat français et international jusqu'à nos jours : la rémunération du travail dans le respect d'un contrat passé entre l'ouvrier et son patron. En cela on peut voir qu'au travers des siècles l'exploitation capitaliste n'a pas tellement changée de nature : s'affrontent toujours d'un côté les propriétaires des moyens de production et de l'autre les producteurs de la richesse.

Avec l'arrivée du métier *Jacquard* la productivité des canuts lyonnais augmente. Leur salaire, par contre, ne fait lui que diminuer. Les Lyonnais de la soie sont à cette époque organisés au sein de sociétés de secours mutuels qui organisent la défense des travailleurs et assurent avec ses caisses de solidarité les besoins sociaux des travailleurs. C'est au Préfet Du Molart, en poste dans le Rhône, que les canuts font appel pour la fixation d'un tarif minimum. Le préfet accepte de recevoir canuts et marchands afin d'éviter de nouveaux débordements. Si un accord est trouvé, le préfet, en recevant les délégués ouvriers, enfreint la loi Chapelier qui interdit les associations ouvrières. Les marchands vont donc refuser l'application du tarif. Le 21 novembre 1831 plusieurs centaines de canuts arrêtent le travail et manifestent sur la colline de la Croix-Rousse. La Garde Nationale - principalement composée de négociants - barre la route aux manifestants et tire sur la foule. Le 22 novembre, l'émeute éclate.



L'insurrection populaire et la répression gouvernementale

Du 22 au 23 novembre, les canuts se rendent maître de la ville. Le Garde est repoussée sur le pont Morand, les pentes de la Croix-Rousse sont occupées par les canuts. Progressivement les canuts sont rejoints par des ouvriers venu des quartiers populaires de Lyon, comme par exemple celui de La Guillotière. Ils se rendent maître de la ville et dans la nuit du 22 au 23 novembre, le général Roguet, et le prévôt des marchands (le maire) Victor Prunelle fuient. L'Hôtel de Ville est prit le 23, un comité insurrectionnel se met en place. Les ouvriers pensant alors avoir obtenu leur tarif reprennent le travail. À Paris la nouvelle fait peur, sous la conduite du maréchal Soult, ministre de la Guerre, 20 000 soldats se mettent en marche sur Lyon. Le 3 décembre, les forces armées rentrent dans la ville, procèdent à l'arrestation de plusieurs dizaines d'ouvriers, les leaders sont poursuivis en justice, les organisations dissoutes. Le 6 décembre le préfet est révoqué, la Garde est remplacée par une garnison qui reste postée à Lyon, et le 7 décembre la tarif est annulé définitivement.

On voit avec cette insurrection l'un des principaux défauts de l'insurrection lyonnaise. Suite à la prise de l'Hôtel de Ville, le mouvement ouvrier lyonnais, pensant avoir obtenu satisfaction sur ses revendications, ne

s'était pas doté de perspectives politiques révolutionnaires. Cette révolte s'inscrit dans l'émotion populaire suivant les journées révolutionnaires des Trois Glorieuses de 1830. Cette première révolte a toutefois montrée la volonté des canuts lyonnais et plus généralement des ouvriers lyonnais de se régir par eux mêmes. Les journées de novembre 1831 marquent les premiers temps forts de la lutte du mouvement ouvrier lyonnais, et de la naissance d'une prise de conscience générale du prolétariat lyonnais de ses intérêts de classe. L'Écho de la Fabrique, le journal des ouvriers de la soie titre le 25 novembre 1832 « Dormez en paix, victimes de novembre ! Que la terre vous soit légère... Votre sang a fécondé le sol où doit croître l'arbre de l'émancipation des prolétaires. »

L.G



LUTTES LOCALES | Les JC aux côtés des ouvriers de Kem-One

LA CGT FNIC EN LUTTE POUR LA NATIONALISATION DE KEM-ONE

Les ouvriers de Kem-one, anciennement Arkema et Total, avaient rendez-vous au Tribunal de Commerce pour connaître l'avenir de l'entreprise. Ce sont 2500 emplois qui sont aujourd'hui menacés, sur Saint-Fons et Fos-et-Lavéra principalement. La situation dans laquelle se trouve Kem-one est le résultat du bradage du pôle vinylique-pvc d'Arkema. Pour un euro, les sept usines et leurs 2500 ouvriers ont été vendu à Gary Klesch spécialiste de la liquidation des entreprises, surnommé « le pilleur des tombes » par les traders de la City.

En lutte depuis un an, au moment de la vente de la branche vinylique à Garry Klesch, les ouvriers organisés par la CGT, mènent le combat pour sauver leurs emplois. Pour eux, ce sont les logiques du capitalisme qui sont la cause de leur situation. C'est pour garantir un niveau de profit toujours plus important, que Total puis Arkema ont directement participé au processus de liquidation de leur branche vinylique-pvc. Pour maintenir leur activité, les ouvriers de Kem-one, réclament la nationalisation et le réengagement d'Arkema et de Total pour garantir la pérennité de l'entreprise. Ce matin, les ouvriers de Kem-one des deux sites (Rhône et Bouches-du-Rhône) étaient donc rassemblés afin de soutenir la procédure judiciaire pour annuler la vente de leur entreprise à Gary

Klesch. Seule la lutte des ouvriers permettra de faire reculer Garry Klesch, c'est ce que nous a précisé Fiodor Rilov, l'avocat des ouvriers : « l'action en justice n'est qu'un prolongement de la mobilisation ».

Le mot d'ordre de notre banderole « Du travail, un avenir, nationalisons nos entreprises » a été chaleureusement accueilli par les ouvriers. Dans nos discussions avec les travailleurs nous avons vu qu'il existait une convergence entre leurs revendications et notre campagne « Travail-Dignité ». Ensemble nous avons convenu que seule la nationalisation permettra de défendre l'industrie et ses emplois, et d'offrir un avenir aux jeunes en réponse au chômage de masse. P.G

LUTTES LOCALES | Réforme du ferroviaire

PROTÉGEONS LE SERVICE PUBLIC



Jeudi 13 juin, les Jeunes Communistes étaient présents aux côtés de la CGT pour manifester contre le projet de réforme du ferroviaire. Ce projet, porté par Guillaume Pépy, président de la SNCF proche du parti socialiste, prévoit de nouvelles privatisations, l'ouverture à la concurrence des TER d'ici 2019, une séparation totale entre l'exploitant et l'infrastructure... Bref, une libéralisation accrue de ce service public, menée en dépit du bon sens : le résultat ne peut se traduire que par un casse tête monstrueux pour les agents de terrain, éclatés dans des structure diverses, et des complications techniques infinies qui entraîneront nécessairement, pour les usagers, la multiplication des retards, l'annulations

de trains... Les cheminots étaient plus d'un millier à exprimer leur colère à Lyon, face à cette casse du service public pour les seuls intérêts de quelques capitalistes soutenus par l'Union Européenne. Parti de la Gare Part-Dieu, le cortège est allé rejoindre la préfecture, entraînant avec lui nos camarades de la Poste, EDF-GDF, TCL, FAMAR, etc. Preuve a été faite de leur détermination, et de la solidarité des travailleurs entre eux face au patronat. Les Jeunes Communistes Lyonnais étaient à leur côté, et appellent encore une fois au rassemblement pour la reprise du mouvement, prévue le 10 septembre prochain.

Y.S



HOMMAGE | Communiqué de la JC Lyon suite au décès de Blandine Chagnard

C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris le décès soudain de notre camarade Blandine. Elle nous quitte brusquement suite à un accident de la route alors qu'elle finissait un voyage de trois mois autour de la méditerranée. C'est un choc pour beaucoup de jeunes communistes qui avaient eu l'occasion de militer avec elle lors d'initiatives du PCF à Vénissieux ou de la JC.

Que ce soit pour imprimer des

tracts, organiser à la dernière minute une exposition ou aider les camarades fauchés à participer au repas du parti, Blandine était toujours disponible pour les jeunes communistes. Elle répondait présente à toutes nos invitations et nous aidait chaque fois qu'elle le pouvait. Nous savions que nous partageons la même conviction qu'un parti communiste fort et révolutionnaire était nécessaire et possible pour changer radicalement cette société.

Tout ceux d'entre nous qui ont eu l'occasion de militer avec elle ont cette image d'une camarade pleine d'énergie, toujours partante pour de nouveaux projets, de nouvelles luttes et il nous est difficile d'imaginer qu'elle nous ait quitté si brusquement. C'est une perte pour tous les communistes du département.

Nous adressons toutes notre soutien et notre solidarité à ses proches, à sa famille et et à sa fille Édith notre camarade.

TRAVAIL | L'enfer des travailleurs saisonniers

« Sans un mouvement politique de rejet global de la misère, les gens continueront de travailler dans des conditions inhumaines ; les mains dans la merde et la tête dans le guidon ».

Pour beaucoup les mois de Juillet et d'Août sont synonymes de repos et de détente. Clothilde, pour la troisième année consécutive, ne partira pas cet été et va travailler comme saisonnière pour « attaquer plus sereinement l'année universitaire ». C'est au *Camping Indigo Lyon* situé à Dardilly que Clothilde va passer la période des grandes vacances à travailler. En effet, Clothilde nous explique que pour faire face au flux de touristes des vacances scolaires, le directeur du camping recourt beaucoup aux saisonniers. C'est dans des conditions de travail difficiles : « cadences infernales », « pas de temps de repos », « chaleur », « travail à la chaîne », « aucune reconnaissance pour le service rendu », que Clothilde s'occupe du nettoyage dans le camping. Elle nous assure qu'au-delà même du problème de la pénibilité dans son travail, c'est la qualité du service rendu qui est également en jeu. En ne respectant ni le travailleur ni la tâche qu'il exécute, la qualité du service baisse au fil du temps.

Lorsqu'on lui demande si elle a déjà connu de telles conditions de travail, elle nous répond que certains travaux de saisonnier dans le monde agricole sont bien pires que celui qu'elle a maintenant. Avec elle, on aborde donc la question des droits du travail et de la façon dont on pourrait les faire appliquer. Si, comme elle nous le rappelle, la première des choses est de renseigner les saisonniers sur leurs droits, la solution se trouve selon elle dans l'action politique. « Quand vous travaillez dans ces conditions-là et que vous avez ces rapports avec votre patron... Vous savez très bien que lui tendre le code du travail et une carte de la CGT ça ne suffira pas... surtout avec tous les autres jeunes sur la paille qui cherchent un job ». La solution de Clothilde, c'est le combat contre ce système qui entretient les gens dans la misère pour les mettre en concurrence et leur faire accepter des conditions de travail inhumaines. P.G

TRAVAIL | Le chômage continue de grimper !

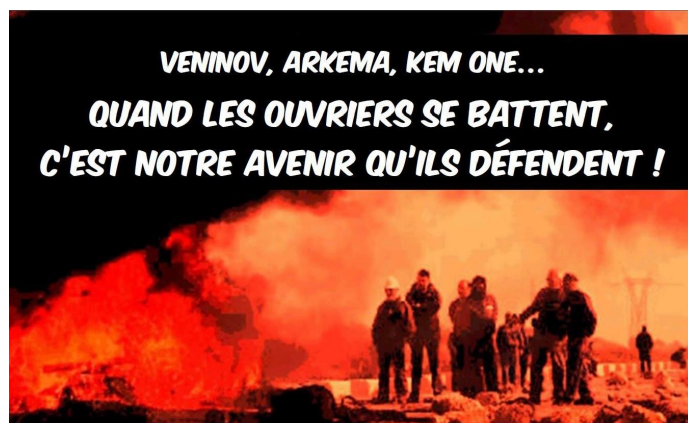
« Du travail, Un avenir : Nationalisons nos Entreprises ».

Le mois de Juin ne sera pas l'exception en matière de chômage avec ses 14.900 nouveaux inscrits rien qu'en métropole. Face à cette réalité inquiétante, le ministre du travail, Michel Sapin, se veut rassurant en affirmant que la courbe s'inversera en fin d'année. Pourtant, plus le temps passe et plus la menace du licenciement devient présente comme c'est le cas avec l'industrie chimique Kem-One à Pierre-Bénite.

Pour combattre le chômage, une solution est possible : forcer les actionnaires des grandes entreprises et industries, qui se gavent malgré ces temps difficiles, à embaucher. Nous ne sommes pas dupes, jamais ils ne sacrifieront leur marge de profit en prétextant le nouvel argument en vogue : « le compétitivité ». De fait, c'est bien les pouvoirs publics qui se doivent d'agir en nationalisant

ces entreprises dans le but de les donner à ceux qui produisent les richesses : les travailleurs.

En Septembre prochain, de grandes manifestations sont prévues et il serait bête de ne pas mettre en avant le mot d'ordre : « Du travail, Un avenir : Nationalisons nos Entreprises ». Y.S



INTERNATIONALE | Les capitalistes confisquent une nouvelle fois la révolution égyptienne

EGYPTE : LA RÉVOLUTION VOLÉE ACTE II

Dans la nuit du 4 au 5 juillet 2013, l'armée égyptienne a destitué le gouvernement islamiste de Morsi et confisque de manière preventive le pouvoir afin d'empêcher le développement d'une situation révolutionnaire que l'impérialisme aurait eu du mal à contrôler.

En 2011 déjà, d'importantes manifestations populaires et un soutien tardif de l'armée avait permis au peuple égyptien de mettre à bas le pouvoir autoritaire de Moubarak. La défection de hauts gradés de l'armée égyptienne avait alors été un facteur déterminant dans la chute rapide du dictateur, pourtant allié de l'OTAN et des puissances occidentales. Ce volte face des militaires ne peut pas être compris si on ne prend pas en compte la nécessité d'une Egypte stable et soumise pour les Etats Unis et ses principaux alliés, notamment dans la région : la Turquie, l'Arabie Saoudite et Israël. Les pays impérialistes, dont la France, ont vu d'un bon oeil l'élection de Morsi à la présidence et l'arrivée au pouvoir des Freres Musulmans, dont le modèle politique n'est autre que le régime turc d'Erdogan et des islamistes "modérés" de l'AKP comme la presse bourgeoise les qualifie. Ce même régime qui a violemment reprime les manifestations démocratiques en Turquie pendant le mois de juin.

En Egypte, les Frères musulmans ont mis en œuvre les mêmes politiques néolibérales que sous Moubarak, la poursuite du programme de privatisation, de libéralisation des prix, de rigueur salariale. Ils ont insisté pour brader et vendre le patrimoine public égyptien à travers le projet de « bons islamiques ». Ils ont refusé d'accepter la loi qui garantissait la

liberté syndicale. Au final, les capitalistes ont trouvé dans l'Islam politique - conservateur au niveau social et libéral au niveau économique – un bon gestionnaire du système. Le constat s'applique d'ailleurs tout autant en Égypte et en Turquie : appui à la politique américaine et à leur projet de « Grand Moyen-Orient », soutien tacite à Israël, aux attaques des impérialistes contre les peuples palestinien, syrien et irakien.

Très vite, et malgré l'aide massive des États-Unis, à hauteur de 2,1 milliards de dollars par an, la situation sociale et économique s'est encore dégradée : le taux de chômage a atteint 32%, la part de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté dépasse les 50% de la population. En conséquence la base sociale qui avait soutenu les islamistes s'est érodée, et les travailleurs égyptiens ont commencé à voir clair dans la politique libérale, réactionnaire et pro-américaine des Frères Musulmans. Leur projet communautaire et obscurantiste, hostile à la démocratie, à la science, aux droits des femmes, aux minorités religieuses est devenu manifeste. Le mouvement de contestation du régime, qui s'était toujours maintenu malgré la répression, s'est alors amplifié de manière spectaculaire jusqu'à atteindre 27 millions de manifestants le 30 juin. Le mouvement « Tamarod » est parvenu à rassembler 22 millions de signatures pour le retrait de la confiance accordée à Morsi et l'appel à des élections présidentielles anticipées.

La coalition hétéroclite – forces de gauche, nationalistes, laïques, libéraux, salafistes - qui tentait de canaliser la colère populaire a trouvé

dans l'armée la force capable de prendre « ses responsabilités » : c'est à dire de « tout changer pour que rien ne change ». En clair, s'emparer du pouvoir de manière préventive afin d'empêcher toute possibilité insurrectionnelle qui aurait pu prendre les capitalistes de court en précipitant les événements. C'est en ce sens qu'il faut comprendre la résolution militaire de la « seconde révolution » le 5 juillet. Une fin de partie qui ressemble fort à l'issue de la « première révolution ». Faut-il ici rappeler que la plupart des généraux de l'armée égyptienne ont été formés par la CIA et que le nouvel « homme fort » de l'Égypte, le général Sisi est un pro américain? Le peuple égyptien vit aujourd'hui sous la menace d'une guerre civile. Un tel conflit aurait l'avantage pour les impérialistes de définitivement réussir à détourner les travailleurs de leur véritable objectif : le renversement de la bourgeoisie et du capitalisme.

Comme le rappelle la Fédération Syndicale Mondiale dans son communiqué adressé au peuple égyptien : « *Tous les travailleurs sont des frères de classe (...) Ne faites pas confiance aux sauveurs que vous fournissent les Etats Unis et l'UE. Il n'y a qu'une seule solution : réclamer le pouvoir pour vos propres intérêts, mettre fin à l'exploitation. Cela sera le véritable printemps et la véritable révolution* ». Des droits syndicaux, politiques, économiques et sociaux – sans compter des avancées démocratiques pour les droits des femmes et des minorités religieuses - peuvent être arrachés à la bourgeoisie, et c'est cette lutte qui permettra une avancée dans la prise de conscience révolutionnaire.

LA PHOTO DU MOIS



Nous adressons notre solidarité à nos camarades tunisiens suite à l'assassinat de Mohamed Brahmi, dirigeant du Front populaire, porte parole du Courant Populaire et élu à l'assemblée nationale constituante.

Le Mouvement Jeunes Communistes de France est une organisation politique de classe et de masse qui permet à la jeunesse de lutter activement contre la bourgeoisie et ses sbires, que l'on soit lycéen étudiant ou jeune travailleur.

Renverser le Capitalisme

Quelle que soit notre pays d'origine ou notre culture, nous avons tous un intérêt commun en renversant le capitalisme : celui de construire une société émancipatrice sans classes, sans exploitation.

Internationalistes

Depuis la résistance face au fascisme jusqu'aux combats pour la Palestine, nous avons toujours travaillé aux luttes internationalistes pour l'unité de la jeunesse exploitée.

Construire le socialisme

De notre analyse à travers l'histoire nous avons appris de nos victoires, de nos défaites et de nos erreurs pour pouvoir au travers de la lutte des classes avancer sur la voie du socialisme.

Je souhaite rester en contact

J'adhère au MJCF - Lyon

Nom : Prénom :

Tél :

Mail :

Adresse :

Mouvement des Jeunes Communistes de Lyon

jeunescommunistes.lyon@outlook.fr

